

Séminaire sur la retraite FTQ

Présentation de Renaud Gagné, directeur québécois

14 et 15 mars 2017



UNIFOR

A decorative red ribbon graphic on the left side of the slide, curving from the top left towards the bottom left.

Situation ardue, mais moins complexe:
Héroux-Devtek - section locale 1956



Héroux-Devtek– section locale 1956

Lors des trois dernières négociations pour le renouvellement des conventions collectives des 300 membres.

À deux reprises, l'employeur demandait de remplacer le régime de retraite PD par un CD pour tout le monde.

Lors du dernier renouvellement, l'employeur demandait un CD pour les nouveaux uniquement.

À chaque fois, on a fait reculer l'employeur, mais ça change les enjeux, le résultat de la négociation et la mobilisation des membres.

A decorative red ribbon graphic on the left side of the slide, curving from the top left towards the bottom left.

Situation où nous avons un rapport de force :
Cas Uniboard



Uniboard

Uniboard qui était sous la protection des lois en Europe.

Par un système d'appel d'offres, Kaycan Canada a fait l'acquisition des installations pour une bouchée de pain.

Impossible pour Kaycan de renégocier les trois conventions collectives des usines du Québec avant d'acquérir (comme WhiteBirch).

L'employeur devait procéder à des investissements majeurs de plusieurs dizaines de millions (pour répondre aux normes environnementales) et recherchait donc un accord.

La situation a permis d'établir un rapport de force favorable à la réussite alors que nous avons éliminé le régime de retraite à deux vitesses.

Résultat: deux régimes à prestations déterminées (ancien PD et RRFs pour les membres qui avaient un CD avec les mêmes contributions employeur-employé pour tous).

A decorative red ribbon graphic on the left side of the slide, curving from the top left towards the bottom left.

Situation difficile :

Cas Abitibi-Bowater et Papiers White Birch sous LACC



UNIFOR



Abitibi-Bowater avril 2009 LACC

9 000 retraités au Québec

7 000 emplois directs menacés en cas de faillite dans plusieurs régions du Québec

1,3 milliard de dollars de déficit dans les régimes de retraite

Solvabilité: entre 60 % et 69 % selon les différents régimes

Contexte de crise immobilière et financière mondiale

Nous étions condamnés à trouver une solution!

Convaincre nos membres d'accepter la vente du barrage à Baie-Comeau à Hydro Québec;

Convenir avec le gouv. du Québec de créer un régime à prestations cibles (loi et réglementation) et conserver pour les actifs le volet PD des régimes avec entente de financement jusqu'en 2020;

Sauver les rentes des retraités à 100 %.



Restructuration du régime de retraite chez Papiers White Birch - Usine Stadacona à Québec

**Sections locales
137, 200 et 250
SCEP**

24 mars 2012



Un environnement extrême : un employeur sous LACC

- Processus de deux ans – 2010 à 2012
- Une échéance imposée par la Cour
- Une usine fermée
- Un acheteur potentiel qui exige d'importantes concessions de la part des employés (terminaison des régimes des trois usines au Québec)



Un environnement extrême : un employeur sous LACC

- Une faillite imminente qui entraînerait la terminaison du régime de retraite
- Une position inflexible de l'employeur de terminer les régimes de retraite
- Une situation financière désastreuse des régimes de retraite
- Les retraités déjà amputés de 50 % de leur rente depuis 1er décembre 2012
- Ce déficit représente plus de cinq fois les salaires annuels



Solutions

Suite à la terminaison des régimes, nous avons négocié:

☐ Mise en place du même régime à prestations cibles que chez Abitibi Bowater accompagné d'une mesure de compensation pour pallier au déficit de solvabilité

1. Usine de Masson: les retraités reçoivent l'équivalent de 93 % de la rente qu'ils recevaient avant le 1^{er} décembre 2012

2. Usine de Rivière-du-Loup : 96 %

3. Usine de Québec : environ 70 %.

A decorative red ribbon graphic on the left side of the slide, curving from the top left towards the bottom left.

Situations sans issue:

Fraser, Brault et Martineau et MABE



UNIFOR



Situations sans issue en l'absence de législation

Fraser à Thurso: après avoir tout essayé, nous sommes confrontés à la faillite. Les retraités ont vu leur rente réduite de 35 % et les actifs de 55 % (valeur d'une rente future).

Enjeux: trouver des acheteurs, un projet de relance et du financement.

Avec le soutien du Fonds de solidarité le ministre de l'Économie de l'époque ministre Clément Gignac.

L'usine fonctionne aujourd'hui avec une nouvelle technologie.

Mabe: soupçon de faillite déguisée et nous tentons de le démontrer devant les tribunaux. Les retraités sont amputés de 22 % de leur rente et ont perdu les assurances à la retraite.



Situation sans issue en l'absence de législation

Brault et Martineau

Les membres ont rejeté l'offre finale de l'employeur à 97,5 % qui imposait un régime de retraite à deux vitesses (à prestations déterminées pour les employés actuels et un à cotisations déterminées pour les nouveaux).

Le lendemain de ce vote, l'employeur décrète un lock-out

Après une trentaine de jours de lock-out, l'employeur annonce la fermeture de son entrepôt principal dans l'est de Montréal à moins que les 217 membres d'Unifor n'acceptent la position de l'employeur qui impose une disparité de traitement aux nouveaux salariés.

Choix impossible entre l'imposition des deux régimes et la survie même des emplois!

A decorative red ribbon graphic on the left side of the slide, curving from the top left towards the center.

Merci !